

Pamoja kwa **ajili ya**
Amani
ensemble pour la paix



balobaki
FACT-CHECKING



Non, la Monusco et la CPI n'ont pas désarmé les rebelles du M23/RDF

Sur le réseau social TikTok, une publication affirme que la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et la Cour pénale internationale (CPI) ont désarmé les rebelles du M23/RDF, et que l'ancien président Joseph Kabila a fui Goma. Après vérification, aucune source fiable ne confirme ces affirmations. Un analyste juridique rappelle en outre que la CPI n'a pas pour mandat de désarmer des groupes armés.

En deux lignes : Contrairement aux publications relayées sur les réseaux sociaux, la MONUSCO et la CPI n'ont pas procédé au désarmement des rebelles du M23/RDF.

[Dans l'Est de la République démocratique du Congo, les Forces armées de la RDC \(FARDC\) affrontent les rebelles de l'AFC-M23, soutenus par le Rwanda.](#) Des combats ont été signalés dans plusieurs villages des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, malgré les multiples initiatives de paix, notamment [l'accord signé en décembre 2025 entre la RDC et le Rwanda.](#)

CITATION

« Enfin Kabila akimi Goma, CPI, MONUSCO désarment RDF-M23 »

LES FAITS

En République démocratique du Congo, [le Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation \(PDDR-CS\)](#) est l'organe officiellement chargé du désarmement des ex-combattants, travaillant parfois en collaboration avec la [MONUSCO](#) pour un appui logistique.

Nous avons effectué une recherche sur Google avec les mots-clés :

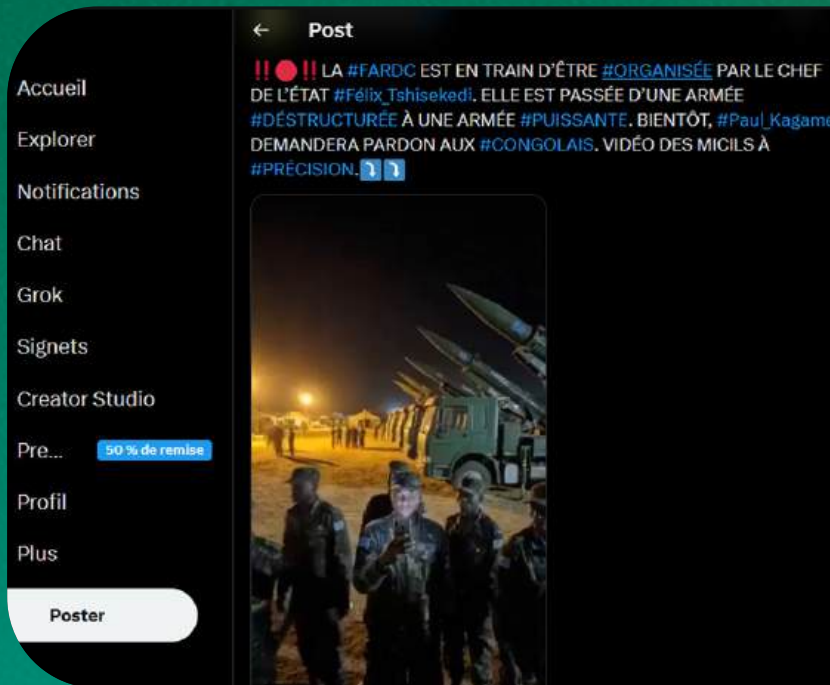
« CPI, MONUSCO désarmement RDF-M23 ». Aucun média crédible n'a relayé une telle information. En revanche, nos recherches ont renvoyé vers des communiqués officiels dans lesquels la MONUSCO appelle régulièrement les rebelles de l'AFC-M23 à déposer les armes.

Quel est le rôle de la CPI dans les conflits armés ?

Pour clarifier les compétences de cette institution, nous avons contacté [Maître Serge Makeo](#), analyste des questions juridiques. Il explique que [la Cour pénale internationale \(CPI\)](#) joue un rôle clé dans la lutte contre l'impunité, mais que son action est strictement judiciaire : « La Cour pénale internationale a compétence pour juger les individus accusés de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide. La priorité revient aux États ; la CPI agit à titre complémentaire . »

Interrogé sur la possibilité pour la CPI de désarmer un groupe armé, Maître Serge Makeo précise : « La CPI ne peut pas désarmer un groupe armé. » Elle peut toutefois engager des poursuites. Le procureur peut émettre un mandat d'arrêt international, et ce sont les États qui doivent coopérer pour arrêter les suspects », explique-t-il.

En conclusion, l'affirmation selon laquelle la CPI et la MONUSCO auraient désarmé le RDF/M23 est infondée. La CPI, en tant qu'institution judiciaire, n'a pas pour mandat de mener des opérations de désarmement, et aucune source crédible ne fait état d'une telle intervention de la MONUSCO.



La vidéo prétendant montrer de nouveaux missiles acquis par l'armée congolaise est manipulée

Sur le réseau social, un internaute affirme que les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) sont en pleine réorganisation et viennent d'être dotées de nouveaux armements. Cette publication est accompagnée d'une vidéo de 13 secondes montrant, de nuit, des soldats devant des lance-missiles. Après vérification, la vidéo a été manipulée et cet équipement n'a pas été acquis par les FARDC.

En deux lignes : les FARDC n'ont pas été dotées de missiles par le président Félix Tshisekedi.

Dans les provinces de l'Est de la République démocratique du Congo, [les affrontements se poursuivent entre les différentes parties au conflit.](#) [D'un côté,](#) les éléments de l'AFC/M23 affrontent les FARDC dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu ; de l'autre, les ADF continuent de massacrer les civils dans la province de l'Ituri. Selon la société civile, cette escalade sécuritaire ne fait [qu'accentuer la vulnérabilité des populations, notamment au Nord-Kivu, où plus de 40 000 personnes ont été déplacées au début du mois d'avril.](#)

CITATION

« LA #FARDC EST EN TRAIN D'ÊTRE #ORGANISÉE PAR LE CHEF DE L'ÉTAT #Félix_Tshisekedi » ([publication archivée](#))

LES FAITS

Nous avons d'abord effectué une recherche à partir des mots-clés « FARDC, organisation, chef de l'Etat, missiles », [sans résultat concluant.](#) Nous avons ensuite vérifié l'existence d'une éventuelle annonce de la présidence concernant [cette acquisition via son compte X,](#) ainsi que sur [la page officielle Facebook des FARDC,](#) là

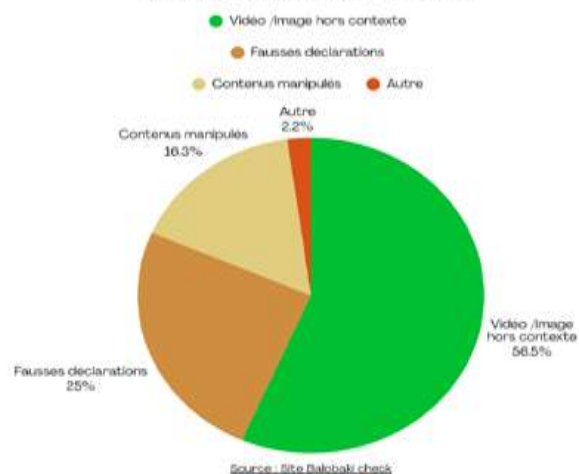
encore sans succès . Face à ces éléments, nous avons analysé la vidéo à l'aide d'Image whisperer, un outil spécialisé dans la détection de contenus générés ou manipulés par intelligence artificielle. L'analyse a révélé plusieurs anomalies , notamment un drapeau flou apposé sur les missiles.

L'éclairage apparaît également incohérent: la lumière au premier plan est disproportionnée par rapport à celle de l'arrière-plan, ce qui suggère un montage. Par ailleurs, la langue utilisée dans la vidéo n'est pas clairement audible et ne correspond à aucune des quatre langues nationales parlées en RDC. À la 8ème seconde, deux soldats apparaissent brièvement ; leurs jambes semblent tronquées au niveau du tibia lorsqu'ils marchent , ce qui constitue un indice supplémentaire de manipulation . Enfin, la tenue portée ne correspond pas aux uniformes actuellement en usage au sein des FARDC, [mais à un modèle plus ancien.](#)

En conclusion, la vidéo accompagnée de l'allégation selon laquelle Félix Tshisekedi serait en train de réorganiser l'armée apparaît manipulée.



Typologie des contenus de désinformation les plus répandus



Images et vidéos sorties de leur contexte : une désinformation persistante en RDC

En République démocratique du Congo (RDC),dans l'écosystème informationnel actuel, les images et vidéos sorties de leur contexte constituent l'une des formes les plus répandues et les plus efficaces de désinformation. Dans les zones en crise, notamment dans l'Est du pays , cette pratique s'est intensifiée, amplifiant les tensions sécuritaires, les peurs collectives et la manipulation de l'opinion publique.

Une tendance confirmée par les fact-checkers

Les vérifications publiées par [Balobaki check](#) en 2025 montrent que la majorité des fausses informations analysées reposent sur des images et des vidéos détournées de leur contexte initial .

Par exemple, [une photo largement relayée sur les réseaux](#) présentée comme montrant la ministre congolaise des Affaires étrangères aux côtés de Paul Kagame et d'autres personnalités politiques le 12 août 2025, a en réalité été prise en 2019, avant sa nomination.

Dans un autre cas , [des images présentées comme des affrontements à Kinshasa ont en réalité été filmées à Bukavu](#). De même , [une vidéo censée montrer des congolais battus par l'armée rwandaise](#) s'est révélée être un ancien contenu datant de 2018, tourné en Ouganda.

Ces exemples, parmi d'autres , illustrent une stratégie récurrente de désinformation : la réutilisation de contenus visuels anciens, décontextualisés pour induire le public en erreur.

Pourquoi ce phénomène persiste ?

“ L'utilisation d'images et de vidéos sorties de leur contexte donne

souvent du crédit à la rumeur et contribue fortement à son amplification », explique [Ildefonse Bwakakanakazi Paluku](#), chercheur à [Ebuteli](#), contacté par Balobaki Check.

Selon lui, cette stratégie est d'autant plus efficace qu'une partie importante du public ne maîtrise pas encore les bases de la vérification d'images et de vidéos, ce qui facilite la propagation de contenus trompeurs.

[Claire Wardle](#), cofondatrice de [First Draft](#), souligne dans son ouvrage [Comprendre le désordre informationnel](#) qu'une grande part des contenus trompeurs n'est pas entièrement fausse . « il s'agit souvent de contenus authentiques, utilisés délibérément hors de leur contexte par des acteurs qui savent que les mensonges fondés sur une part de vérité sont plus susceptibles d'être crus et partagés », écrit-elle.

Elle ajoute : « Les agents de désinformation ont appris que le contenu authentique reformulé de manière trompeuse est moins susceptible d'être détecté par les systèmes d'intelligence artificielle. »

L'éducation aux médias comme réponse

Pour lutter contre ce phénomène , [Fidèle Kitsa](#), directeur exécutif de [Soma Media Lab](#), met l'accent sur l'éducation aux médias et à l'information.

Contacté par Balobaki Check le jeudi 16 avril 2025, il estime que « lorsque les communautés comprennent comment se fabrique l'information, elles sont mieux à même de distinguer le vrai du faux et de sensibiliser leur entourage face aux images sorties de leur contexte.

Par ailleurs, plusieurs ressources pratiques existent pour accompagner cette démarche. Des guides et outils de vérification sont accessibles en ligne, notamment [la boîte à outils](#) développée par Balobaki check , qui propose des méthodes simples pour vérifier l'authenticité des images et des vidéos.



DES
SOLUTIONS
INNOVANTES SUR
WHATSAPP
POUR LUTTER CONTRE
LES DISCOURS DE HAINE
ET LA DÉSINFORMATION
DANS L'EST
DE LA RD CONGO



Pamoja kwa ajili ya
Amani
ensemble pour la paix

Ces articles de vérification des faits sont rédigés dans le cadre du projet :
« **Balobaki Check : des solutions innovantes sur WhatsApp pour lutter contre les discours de haine et la désinformation dans l'est de la RD Congo**
avec le soutien technique d'Internews et le soutien financier de l'Union européenne.

Son contenu relève de la seule responsabilité de BALOBAKI CHECK et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position d'internews et de l'Union européenne.



balobakichck@gmail.com, redaction@balobakichck.com



BALOBAKI CHECK



+243 859167887



www.balobakichck.com



Funded by
the European Union



Internews
Europe